Rencontre nationale des Epl

4 juillet 2012 - Auditorium Paris Centre Marceau



Assemblée générale de la Fédération des Epl du 4 juillet 2012

Rapport d'activité 2011



Sommaire

Préface

Réuni le 20 octobre dernier à Tours, le Conseil d'administration de la Fédération des Epl m'a élu à l'unanimité à sa présidence.

Je suis particulièrement sensible à la confiance comme à l'honneur qui m'ont été faits.

Pour participer depuis plus de dix ans aux activités de la Fédération, j'ai pleinement conscience de l'importance et du dynamisme du mouvement des Entreprises publiques locales. Qu'il s'agisse de faire entendre sa voix auprès des pouvoirs publics comme de l'aptitude de chaque société à relever les nombreux enjeux auxquels doivent aujourd'hui faire face nos territoires et leurs élus.

Je suis à cet égard convaincu que les Epl, désormais organisées sous la forme d'une gamme diversifiée et complémentaire, engagées dans de nombreux secteurs émergeants, de plus en plus innovantes en matière d'alliances et de mutualisation, ont une opportunité exceptionnelle à saisir.

Je souhaite que votre Fédération, soit résolument à vos côtés, Présidents comme Directeurs, pour vous permettre de relever au mieux ces challenges.

En affirmant avec force les valeurs qui sont notre marque de fabrique : maîtrise politique, intérêt général, enracinement territorial et priorité donnée au long terme.

En se positionnant pour être en mesure d'accompagner au mieux chaque Epl dans cette ère de mouvement permanent qui s'installe durablement sur nos territoires.

Le rapport d'activités 2011 atteste que la Fédération s'est déjà résolument engagée dans cette voie sous l'impulsion de mon prédécesseur Martial Passi durant les trois années de son mandat.

Il me semble désormais essentiel de réussir la finalisation de la gamme Epl, de développer la veille stratégique et prospective. Il nous revient également de mettre à jour en permanence la doctrine du mouvement au gré des évolutions législatives et réglementaires, comme d'améliorer la connaissance par les élus des réponses susceptibles d'être apportées par la gamme Epl à leurs besoins. Enfin de promouvoir comme de vous proposer des formes innovantes de partenariat et d'alliances.

Telle est la motivation qui est la mienne et les axes d'actions qui me semblent prioritaires alors que je débute mon mandat de Président de la Fédération.

Je sais combien je peux pouvoir compter sur votre soutien à tous.

Jean-Léonce DUPONT
Président de la Fédération des Epl
Vice-président du Sénat
Sénateur du Calvados
Président du Conseil général du Calvados

Temps forts 2011…

… du 1er trimestre

26-27 janvier : 12e Carrefour de l'eau à Rennes. Les Epl d'eau s'expriment par la voix de **Jean Michel**, député du Puy-de-Dôme et président de la Semerap, et de **Maxime Paul**, vice-président de la Spl Eau du Ponant (Brest).

1er février : **Martial Passi** rencontre **Philippe Richert**, ministre des Collectivités territoriales.

2 février : Martial Passi rencontre **Marie-Luce Penchard**, ministre de l'Outre-mer.

24 février : Première réunion d'un club « management des équipes et politique sociale » des dirigeants d'Epl sur le thème de la reconnaissance du travail.

28 février : La Fédération des Epl prend position aux côtés des organismes professionnels dans une lettre ouverte au Gouvernement sur les mesures immédiates à mettre en place à la fin du moratoire de la filière photovoltaïque.

… du 2e trimestre

6 avril : Lancement simultané des Assises régionales à Colmar et à Dole.

24 avril : La DGCL publie, à l'issue d'une étroite concertation avec la Fédération des Epl, la circulaire d'interprétation de la loi sur les Spl.

4 mai : Les Epl d'énergies renouvelables dialoguent avec des représentants de la Commission de régulation des marchés de l'énergie et de la Direction générale de l'énergie et du climat.

11-12 mai : Les Epl d'eau et d'assainissement se retrouvent à Riom (63) pour échanger sur la mutualisation et la synergie entre Epl

17 mai : Le Club des présidents d'Epl se réunit à la Cité de l'architecture et du patrimoine à Paris

19-20 mai : Voyage d'études à Hambourg, capitale verte européenne 2011.

20 mai : La Fédération des Epl Ile-de-France est audi-tionnée par **Gilles Carrez**, député du Val-de-Marne, sur l'augmentation de la fiscalité de l'immobilier d'entreprise en IDF.

23 mai : La FedEpl s'installe 95 rue d'Amsterdam (Paris 8e).

24 mai : La Fédération des Epl rencontre **Jean Burtin**, président de la Fnotsi, pour évoquer les possibilités offertes aux Spl de tourisme.

6 au 10 juin : La 11e Conférence des Epl d'Outre-mer en Guadeloupe a réuni 160 participants autour du thème « l'action publique pour le développement des territoires ultramarins ».

14-15 juin : La Fédération des Epl participe aux Journées de la rénovation urbaine organisées par l'Anru. **Elizabeth Touton**, représentante de la Fédération au conseil d'administration de l'Anru, évoque les perspectives du PNRU II avec **Maurice Leroy**, ministre de la Ville et **Benoist Apparu**, secrétaire d'Etat au Logement.

21 juin : Martial Passi participe à la rencontre nationale de l'Associations des directrices et directeurs d'Epl (ADEPL).

22 juin : A l'occasion de la Rencontre nationale des Epl, la Fédération accueille **Augustin de Romanet**, directeur général de la Caisse des dépôts.

28 juin : Le Comité stratégique lance une étude sur l'avenir et le positionnement de la Fédération des Epl.

29 juin : Une conférence de presse « Un an de Spl » est organisée au Sénat. **Gérard Hamel**, **Maxime Paul** et **Martine Lignières-Cassou** témoignent des premières Spl créées à Dreux, Brest et Pau.

…3e trimestre

Juillet : Lancement d'une étude stratégique sur les Sem immobilières.

6 juillet : Jean Rouger, maire de Saintes, président de la Semis, est élu président de la Fédération des Epl Poitou-Charentes.

7 juillet : 4e Rencontre nationale sur les Spl.

30 août : La Fédération des Epl saisit le Premier ministre, **François Fillon**, et le secrétaire d'Etat au tourisme, **Frédéric Lefebvre**, sur les conséquences du relèvement du taux de la TVA sur les billets d'entrée des parcs à thème.

5 septembre : La Fédération lance une étude sur la lisibilité, l'attractivité de son offre et son action.

8 septembre : Le Bureau de la Fédération décide de susciter une initiative législative sur les Sem contrat.

15 septembre : Audition des 9 sociétés nominées aux Trophées des Epl 2011. Le jury est présidé par **Guy Geoffroy**, président des EcoMaires et député maire de Combs-la-Ville (77).

29 septembre : Valérie Wadlow, 1re adjointe au maire d'Amiens, présidente d'Amiens Aménagement est élue présidente de la Fédération des Epl Nord Pas-de-Calais Picardie.

…4e trimestre

14 octobre : **Patrick Jarry**, maire de Nanterre, conseiller général des Hauts-de-Seine et président de la Semna, est élu président de la Fédération des Epl Ile-de-France à l'occasion d'un colloque sur le Grand Paris rassemblant les principaux protagonistes de ce dossier.

17 octobre : Martial Passi et une délégation d'élus ultramarins reçus par **Marie-Luce Penchard**, ministre de l'Outre-mer.

19-20 octobre : Le Congrès des Epl à Tours accueille **Maurice Leroy**, ministre de la Ville, **Augustin de Romanet**, directeur général de la Caisse des dépôts, **Jean-Paul Bailly**, président de La Poste, **Jean Germain**, sénateur-maire de Tours et plus de 1 300 congressistes.

20 octobre : **Jean-Léonce Dupont** nouveau président de la FedEpl. Il succède à **Martial Passi**.

4 novembre : 14e Conférence européenne des Epl à Bruxelles sur le thème « Un retour au local ? Vers une remunicipalisation ? »

10 novembre : Lancement du Forum de l'habitat privé, association en partie portée par la Fédération des Epl.

16-17 novembre : Dans le cadre de la 2e édition de Sagetour, dont elle est partenaire, la Fédération des Epl a organisé une conférence sur l'e-tourisme et m-tourisme.

6 décembre : Rencontre nationale d'information sur la réforme de la TVA immobilière.

6 décembre : Première rencontre à Fontaine (38) du Club des Epl agro-alimentaires.

8 décembre : Jean-Léonce Dupont présente les priorités d'action de son mandat lors d'une conférence de presse.

Les indicateurs…

…du mouvement

1 086 Entreprises publiques locales

Les 1 086 Entreprises publiques locales en activité au 31 décembre 2011 renforcent leurs indicateurs de performance, malgré une conjoncture économique difficile.

Au 1er janvier 2011, les Epl représentent :
• 70 000 salariés
• 3,1 milliards d'€ de capitalisation
• 11 milliards d'€ de chiffre d'affaires

La Fédération a recensé 58 nouvelles créations (27 Sem, 31 Spl ou Spla), soit deux fois plus qu'en 2009.

Ces chiffres auxquels s'ajoute le recensement de plus de 200 projets de création d'Epl confirme l'intérêt des collectivités et des élus locaux pour les différentes composantes de la « famille » : 69 % de ces projets concernent en effet des Spl et 31 % des Sem.

A ce stade de développement de la Spl, celle-ci ne vient pas spécifiquement remplacer tel ou tel type d'opérateur, même si la Fédération recense un nombre important de transformation de régies ou d'associations. Pour autant, tous les cas de figure sont envisageables comme les créations ex nihilo, les Spl qui se substituent à des contrats de DSP à des privés, les adossements à des Sem déjà existantes, etc,

Les Spl créées ou en projet couvrent tous les secteurs d'activités et non plus seulement l'aménagement.

Tout cela atteste de l'effet « appel d'air » suscité par les Spl, dont bénéficie l'ensemble des composantes de la gamme Epl à commencer par la Sem qui garde tout son attrait.

…de la Fédération

707 Adhérents

A fin 2011, la Fédération compte 707 membres dont 657 Sem, 26 Spla, 24 Spl, 7 filiales et 47 collectivités locales porteuses de projet.

En 2011, elle a enregistré 41 pré-adhésions, 32 nouvelles adhésions, et 23 radiations.

3 261,8 K€ de cotisation

Le montant total des cotisations représente 50,6 % des ressources de la Fédération. Leur montant encaissé au titre de l'exercice 2011 s'élève à 3 261,8 K€, soit un taux de recouvrement de 88,8 %.

Au titre de 2011, le montant moyen de cotisation d'adhésion acquittée par les Epl à la Fédération s'établit à 5 192 €.

En dehors des cotisations, les principales ressources de la Fédération proviennent pour 22,4 % de la subvention de la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) et à 27 % de ses ressources « commerciales ».

Avec un effectif de 40,3 Etp (contre 40 en 2010, les charges de personnel représentent près de 49,4 % des dépenses d'exploitation. Elles sont couvertes par les cotisations à hauteur de 92,6 % (taux de couverture des charges de personnel « permanent »).

En 2011, comme en 2010, le résultat d'exploitation est positif, ce qui ne s'était pas produit depuis 2004.

L'action nationale…

…l'animation

En 2011, les instances de la Fédération des Epl se sont réunies de façon régulière.

… Comité stratégique

Le comité stratégique est présidé par **Jean-Léonce Dupont**, vice-président du Sénat et président de la Saiem de Bayeux. Il est chargé de définir les grandes orientations de la Fédération.

Il s'est réuni le 28 juin et le 8 septembre afin de piloter une étude sur la stratégie et le positionnement de la Fédération. Celle-ci a principalement pris la forme d'entretiens qualitatifs avec des panels (présidents, directeurs d'Epl, personnalités) et d'une consultation auprès de l'ensemble des adhérents.

… Conseil d'administration et Bureau

Le conseil d'administration et le bureau se sont réunis respectivement à 3 et 4 reprises sous la présidence de **Martial Passi,** puis celle de **Jean-Léonce Dupont**, à compter du 20 octobre.

Les principaux sujets examinés : plan d'action 2011, arrêté des comptes, bilan social et bilan du plan d'action 2010, préparation du congrès des Epl de Tours, bilan et perspectives du Salon du développement local, choix du lieu d'accueil en Ile-de-France pour le congrès 2013, pilotage des actions de lobbying, sans oublier la préparation du plan d'action 2012.

… Comité d'audit et des rémunérations

Le comité d'audit et des rémunérations est présidé par **Jean-Luc Cordier**, directeur du développement au sein de la direction des grands clients et des financements de projets au Crédit coopératif.
Il s'est réuni le 22 mars pour examiner le projet d'arrêté des comptes au 31 décembre 2010 et le 7 décembre pour prendre connaissance du rapport du commissaire aux comptes sur les frais de déplacement pris en charge par la Fédération.
Il a été en particulier informé de conditions du nouveau bail signé par la Fédération à l'occasion du déménagement de ses locaux en mai.

… Commission aménagement et renouvellement urbain

La commission aménagement et développement urbain, présidée par **Jean-Marie Sermier**, député du Jura et administrateur de la Socad, s'est réunie le 28 septembre.

Au nombre des sujets examinés :
→ la réforme de l'urbanisme de projet.
→ le projet d'ordonnance relatif aux établissements publics fonciers et aux établissements publics d'aménagement.
→ le rapport Doligé et la proposition de loi Warsmann sur la simplification des normes.
→ les nouvelles offres de prêt de la Caisse des dépôts.

… Commission développement économique

La commission développement économique est présidée par **Patrick Jarry**, maire de Nanterre et président de la Semna.

… Commission logement

La commission logement, présidée par Jean-**Léonce Dupont**, s'est réunie par deux fois. Depuis fin 2011, elle est présidée **Gérard Trémège,** maire de Tarbes et président de la Semi.

Parmi les sujets examinés :
→ Les apports de la loi Warsmann en matière de coopération entre bailleurs sociaux.
→ Les effets de la territorialisation des financements.
→ L'usufruit locatif social.
→ Les perspectives et évolutions de la politique du logement.
→ L'implication des communautés dans les politiques locales de l'habitat et les perspectives de la réforme territoriale.

… Commission tourisme loisirs et culture

La commission tourisme loisirs et culture est présidée depuis fin 2011 par **Frédéric Cuvillier**, député-maire de Boulogne-sur-Mer et vice-président de Nausicaa.

… Commission déplacement

Depuis décembre 2011, la commission déplacement est présidée par **Benoît Kandel**, 1er adjoint au maire de Nice, conseiller général des Alpes-Maritimes et président de la Semiacs. Elle est également devenue la Commission mobilité.

… Commission médico-social

La commission médico-social, placée sous la présidence de **Charles Descours**, président d'honneur de la Fédération des Epl s'est réunie le 14 juin.

Ses travaux ont principalement porté sur les conséquences de la loi hôpital patients santé et territoires pour les Epl maîtres d'ouvrage et gestionnaires d'Ehpad et sur les différentes catégories d'établissements d'accueil des personnes âgées ou handicapées.

… Commission communication

Cf p. 16 … la communication

… Commission outre-mer

Cf p. 20 … l'animation outre-mer

… Commission Europe et relations internationale

Cf p. 23 … l'action européenne et internationale

… Clubs métiers et groupes de travail

L'animation professionnelle à travers les commissions de la Fédération des Epl est complétée par des clubs métiers, lieux d'échanges professionnels et de mise en commun d'expériences, et par des groupes qui travaillent sur des thèmes liés à leur actualité.

Ainsi, en 2011 :

→ Le **club aménagement** a échangé sur : la réforme des aides de l'Anah, la concurrence des établissements publics et la filière biogaz.

→ Le **groupe de travail sur les Spla et Spl** s'est réuni en janvier. Au programme : contrôle analogue, mutualisation, unité économique et sociale (UES).

→ Le **club logement** a échangé avec les pouvoirs publics sur les conventions d'utilité sociale, la contractualisation des politiques de l'habitat et la mise en œuvre de la réforme de la demande de logement.

→ Le **groupe de travail convention collective des gardiens, concierges et employés d'immeubles** a réfléchi à la classification et l'évolution de ces personnels.

→ Le **groupe de travail des responsables de boutiques de sites touristiques** a poursuivi ses échanges sur les indicateurs de fréquentation et de consommation, les relations avec les fournisseurs et le merchandising des boutiques.

→ Le **groupe de travail maîtres d'ouvrage et scénographie** a poursuivi les travaux engagés en 2010 en vue de l'élaboration d'un guide de bonnes pratiques de passation des marchés de conception-réalisation.

→ **Clubs MIN et Sem de restauration collective** : une rencontre à Fontaine (38) sur les circuits courts a permis à des Epl intervenant dans ces secteurs d'échanger sur leur rôle respectif et les synergies à créer avec les producteurs et grossistes intervenant sur leur territoire.

→ Le **club déchets** a apporté un éclairage sur les éco organismes et l'actualité européenne de ce secteur.

→ **Les Epl d'eau et d'assainissement** se sont retrouvées sous la bannière de leur association, **Arpège**. Leurs échanges ont porté leur l'intégration des Spl d'eau et la mise en place d'un groupement d'achats.

→ **Les Epl d'énergie** se sont retrouvées dans le cadre de l'**Anseme**. Au programme : la loi Nome, le projet de directive concessions de services, la place des Spl dans le secteur de l'énergie, l'hydroélectricité, les groupements d'achats.

→ **Le club énergies renouvelables** s'est penché sur les nouvelles dispositions d'achat de l'électricité produite par le photovoltaïque.
→ **Le club management des équipes et politique sociale** a tenu sa première réunion le 24 février sur la reconnaissance au travail.
→ **Le club des Daf** a traité de l'actualité comptable et fiscale, des liens contractuels de la Spl avec les collectivités locales ou d'autres Sem, des cotisations CGLLS et de l'intérêt d'une information financière.

… Club des actionnaires

Le Club des actionnaires, présidé par **Gérard Trémège**, s'est réuni le 13 avril. Il a débattu des orientations du mouvement et participé aux réflexions sur le guide « Filiales de Sem, mode d'emploi » édité par la Fédération.
En 2011, Egis et la Smacl sont devenues partenaires de la Fédération des Epl.
Depuis fin 2011, le club est présidé par **Martial Passi**.

… Club des présidents

Le club des présidents d'Epl s'est réuni le 17 mai à l'initiative de la Fédération et d'EDF, à la Cité de l'architecture et du patrimoine à Paris : l'occasion pour une soixantaine de présidents d'échanger sur « La ville durable de demain » à travers différents thèmes, tels que les énergies renouvelables, les nouvelles mobilités ou encore l'urbanisme innovant.

…le lobbying et l'élaboration de la doctrine

… Sociétés publiques locales et circulaire d'application

La loi sur les Sociétés publiques locales, publiée au Journal officiel le 29 mai 2010 permet aux collectivités locales de créer des sociétés anonymes dont elles détiennent 100 % du capital pour mettre en œuvre toute activité d'intérêt général relevant de leur champ de compétences.
La proposition de loi initiée par la Fédération avait bénéficié du soutien unanime du Parlement, comme de celui du Gouvernement. Ce dernier a tenu à associer étroitement la FedEpl à l'élaboration de la circulaire d'application, signée par la DGCL le 24 avril 2011.
Une concertation est en cours avec les différents ministères concernés (Intérieur, Finances, Outre-mer, MEDDTL) afin d'étendre le dispositif à la Nouvelle-Calédonie et de garantir la parfaite conformité avec la nouvelle loi des dispositions du Code des marchés publics, du Code de l'urbanisme et du Code du tourisme. La DG Marché Intérieur de la Commission européenne a confirmé à la FedEpl la conformité du texte avec le droit européen.
La Fédération œuvre à une mise en application optimale de cette loi en proposant son expertise à toute collectivité qui envisage de créer une Spl et en bâtissant une doctrine, ainsi que toutes les prescriptions opportunes pour recourir dans les meilleures conditions à ce nouvel outil.

… Sem contrat

Ce type de Sem existe dans de nombreux pays d'Europe mais à ce jour pas en France. Les collectivités locales y ont la possibilité de choisir, au terme d'un appel d'offres, l'actionnaire privé qui gèrera tout ou partie de la mission attribuée à la Sem.
A l'initiative de la Fédération des Epl prenant en compte les attentes exprimées par de nombreux élus, l'Institut de la gestion déléguée avait créé en 2009 un groupe de travail rassemblant les

principales parties prenantes qui a préparé une saisine du Conseil d'Etat.
Dans un avis, ce dernier a considéré que le caractère innovant et complexe de la Sem contrat justifiait des modifications législatives.
Sur cette base, comme en analysant les remontées des premières expérimentations sur le terrain, le Bureau de la Fédération a décidé, en septembre 2011, d'initier une proposition législative permettant d'introduire en France, dans les meilleures conditions et en complémentarité avec les autres composantes de la gamme Epl, ce nouveau type d'outil.

… Loi de réforme des collectivités territoriales

La loi de réforme des collectivités territoriales a été publiée au Journal officiel le 17 décembre 2010. Elle admet plusieurs exceptions au principe d'interdiction des cofinancements par un département et une région.
La Fédération des Epl reste attentive à ce que les collectivités et leurs opérateurs puissent continuer de financer dans de bonnes conditions le logement social, afin notamment de permettre aux Sem immobilières de jouer pleinement le rôle de relance et d'optimisation de la réorganisation des opérateurs qu'attend d'elles le Gouvernement.
Elle souhaite obtenir confirmation, dans un texte législatif, que le logement social pourra continuer à être cofinancé par plusieurs collectivités de différents niveaux.
Par ailleurs, elle suit attentivement l'examen de la proposition de loi déposée par Jacques Pelissard, député du Jura et président de l'AMF, visant à assouplir les conditions de la refonte de la carte intercommunale.

… Simplification des normes

Auditionnée au printemps 2011 par le sénateur Eric Doligé et le député Jean-Luc Warsmann dans le cadre de leurs missions relatives à la simplification des normes intéressant les collectivités locales et les entreprises, la Fédération des Epl suit la navette parlementaire relative aux deux propositions de loi éponymes.
Lors de ces deux rendez-vous, elle a émis des propositions dans les domaines du logement, de l'eau et de l'énergie. Elle a plaidé pour une meilleure adéquation entre normes nationales et européennes et pour des dispositifs prenant davantage en compte la spécificité de territoires en zones de montagne, littorales et Outre-mer.
La Fédération a également suggéré que soient systématisées études d'impact préalables et consultation des parties intéressées avant l'édiction de toute nouvelle norme.

… Filiales de Sem

La Fédération a enregistré près de 550 filiales et prises de participations de Sem. Leur développement constitue une tendance forte du mouvement des Epl, aussi une conférence leur a été consacrée en octobre lors du Congrès des Epl de Tours et qui a permis de présenter le guide « Filiales de Sem, mode d'emploi ». Il sera complété en 2012 par un guide recensant les bonnes pratiques en vigueur au sein des Sem.

… Mutualisation entre Epl

La Fédération a engagé une réflexion sur les mutualisations possibles et juridiquement sécurisées entre une Société publique locale (Spl) ou une Société publique locale d'aménagement (Spla) et une Sem. Au printemps 2011, celle-ci a abouti à l'établissement de deux fiches détaillées relatives au groupement d'intérêt économique (GIE) et à l'unité économique et sociale (UES).
En 2012, La Fédération examinera en détail l'hypothèse du groupement d'employeurs entre Epl, la loi du 28 juillet 2011 ayant modifié les dispositions afférentes à ce type d'outil de mutualisation.

… Conseils économiques sociaux et environnementaux régionaux (Ceser)

Le renouvellement de la composition des Ceser et l'intégration des acteurs environnementaux, ne devraient pas intervenir avant 2013, mais la Fédération, en lien avec les fédérations régionales, œuvre à une meilleure représentation des Epl en poursuivant son action de sensibilisation auprès des présidents

de CESR et des préfets de région en charge de désigner par arrêté les futurs membres.
Pour mémoire, depuis 2007, 5 fédérations régionales disposent d'un siège dans un Ceser (Pays de la Loire, Ile-de-France, Basse-Normandie, Guadeloupe, Nouvelle-Calédonie).

… Guide sur les concessions d'aménagement…

Depuis 2007, la Fédération des Epl demandait une circulaire sur la réforme des concessions d'aménagement.
Le MEDDTL avait renoncé à la produire mais s'était engagé à publier un guide relatif aux procédures de mise en concurrence des aménageurs dans le cadre d'une concession d'aménagement.
La Fédération des Epl a participé à son élaboration en veillant à ce qu'il respecte l'esprit de la réforme. Ce guide a été diffusé en juillet 2011 sur le site du ministère.

… Réforme de l'urbanisme de projet

Dans le cadre de la réforme de l'urbanisme de projet, la Fédération des Epl a participé à trois groupes de réflexion organisés par **Benoist Apparu**, secrétaire d'Etat au Logement.
En octobre, quelques propositions auxquelles la Fédération des Epl est favorable ont été présentées lors d'un séminaire de clôture des travaux : simplification des plans locaux d'urbanisme ; nouveau mode de calcul de la Shon ; évolution de la fiscalité foncière ; réduction des contentieux liés aux autorisations d'urbanisme ; promotion d'une « culture du projet urbaine ».
Un certain nombre de mesures ont été traduites dans différentes ordonnances récemment publiées.

… Etablissements publics fonciers et établissements publics d'aménagement de l'Etat

Un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2011-1068 du 8 septembre 2011 relative aux établissements publics foncier (EPF), aux établissements publics d'aménagement (EPA) de l'État et à l'Agence foncière et technique de la région parisienne a été déposé le 23 novembre au Sénat.
La loi Grenelle II a habilité le Gouvernement à procéder par voie d'ordonnance à une nouvelle rédaction des dispositions législatives du Code de l'urbanisme afin de clarifier les dispositions relatives aux EPF et aux EPA et de mieux distinguer le cadre juridique qui leur est applicable, en précisant leurs compétences, leurs missions et en rénovant leur mode de gouvernance.
La Fédération des Epl s'est inquiétée de ce projet de texte peu conforme à l'esprit de la décentralisation et peu sécurisé au regard du droit communautaire. Elle est donc intervenue en ce sens auprès des parlementaires.
Le texte a été publié en l'état, mais sa ratification reste à engager.

… Territoires ruraux

Suite aux Assises des territoires ruraux qui se sont tenues en 2010, la Fédération a poursuivi sa mobilisation afin de montrer la présence des Epl dans ces territoires.
La Fédération des Epl a été auditionnée le 1er juin par **Pierre Morel-A-L'Huissier**, député ayant déposé la proposition de loi tendant à mettre en place un Plan Marshall pour la ruralité.
La Fédération s'interroge sur l'ampleur des efforts financiers que nécessiterait l'ensemble des mesures proposées. Elle soutient cependant les possibilités pour la collectivité publique de faire le choix d'une entreprise locale en cas d'égalité entre les candidats lors d'une commande publique.
Par ailleurs, elle a apporté sa contribution au Guide sur l'ingénierie réalisé par l'AMF et diffusé fin novembre.

… Programme national de rénovation urbaine I et II

Depuis, fin 2010, la Fédération siège au conseil d'administration de l'Anru où elle est représentée par **Elizabeth Touton**, présidente d'InCité et adjointe au maire de Bordeaux, supplée depuis octobre 2011 par **Laurent**

Boussin, directeur général de la Semag (Guadeloupe).
Comme le **Président Dupont** l'a rappelé au ministre de la Ville, **Maurice Leroy**, le 20 octobre à Tours, il semble important que le PNRU II prenne en compte :
- une intervention dans les quartiers jouxtant ceux relevant de l'Anru.
- une plus forte intervention sur l'habitat privé.
- une intervention comprenant une meilleure prise en compte du développement économique.
- et bien sûr l'importance d'un traitement spécifique pour l'Outre-mer.

… Copropriétés

La Fédération des Epl a participé de juillet à novembre 2011 au groupe de travail sur les copropriétés piloté par **Dominique Braye**, président de l'Anah. Ce dernier, missionné par **Benoist Apparu**, secrétaire d'Etat chargé du Logement, a rendu son rapport au ministre en janvier 2012.
La Fédération des Epl a présenté des propositions d'amélioration des dispositifs actuels tant sur le volet préventif que curatif.

… Ports maritimes

Le Sénat a mis en place un groupe de travail sur la réforme portuaire présidé par **Charles Revet**. La Fédération des Epl lui a communiqué un argumentaire sur la pertinence de l'outil Sem pour la restructuration et la gestion des ports considérés désormais comme de véritables morceaux de ville.

… Médico-social : présence d'établissement public de santé au capital des Sem

Face aux problèmes croissants posés par la démographie et la désertification médicale, de nombreuses collectivités locales entendent réagir, particulièrement en milieu rural. Elles participent activement à la mise en œuvre sur leur territoire de structures-relais, d'accueil ou soins, telles que les maisons médicales.
Dans la recherche de montages adaptés, la solution Sem suscite un réel intérêt parmi les élus décideurs : elle permet de sécuriser des pratiques de gestion reposant auparavant sur des associations. Or pour l'essentiel, l'article L.1522-6 du CGCT, qui organisait la prise de participation par des établissements de santé, des établissements sociaux ou médico-sociaux et des groupements de coopération sanitaire (GCS) au capital de Sem locales, a été abrogé.
Si cette situation n'affecte pas les Sem existantes associant ce type de partenaires, elle est de nature à empêcher la réalisation de nombreux projets en cours de Sem.
Le président de la Commission santé, **Charles Descours**, avait sensibilisé le cabinet de **Roselyne Bachelot** lors d'un rendez-vous le 7 octobre 2010. En mars 2011, la Fédération des Epl a proposé des amendements en ce sens dans le cadre de la proposition de loi Fourcade, lesquels n'ont pas été retenus.
La Fédération a également rencontré la Caisse nationale des allocations familiales afin de présenter la gamme Epl et la pertinence de ces outils dans le secteur de la petite enfance et de l'aide à domicile.

… Energies renouvelables : photovoltaïque

En janvier 2011, dans le cadre du moratoire de la filière photovoltaïque, la Fédération des Epl en collaboration avec les organismes professionnels a fait part dans une lettre ouverte au Gouvernement des mesures immédiates à mettre en œuvre dès la fin du moratoire et des propositions visant à une refonte en profondeur du dispositif pour un développement de la filière photovoltaïque.
Les actions communes n'ont pas permis d'ouvrir une véritable concertation et le texte fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations utilisant l'énergie radiative du soleil remet globalement en cause les projets de taille moyenne souvent portés par les collectivités territoriales.
La Fédération et son réseau d'Epl du secteur se mobilisent dans le cadre de la préparation des

Etats généraux du solaire photovoltaïque de 2012.

... TVA sur les parcs à thème

L'augmentation du taux de TVA de 5,5 % à 19,6 %, applicable aux droits d'entrées dans les parcs à thème, disposition reprise dans le cadre de la réforme fiscale et la loi de finances pour 2012, aurait eu des conséquences dramatiques sur les politiques d'investissements, économiques, sociales et touristiques que mettent en œuvre les Epl.
Dès l'annonce en août d'une éventuelle mise en application, la Fédération des Epl a sensibilisé le Premier ministre et les Commissions des finances des deux Chambres sur les dérives d'une telle mesure susceptible d'affaiblir les modalités d'exécution des missions d'intérêt général des Epl du secteur. Cette mesure a finalement été retirée.

... Plus-values

En application de l'article 210 E du CGI, un certain nombre de plus-values immobilières réalisées, sous certaines conditions, avant le 31 décembre 2011 peuvent bénéficier d'un taux réduit d'impôt sur les sociétés (19 % au lieu de 33,33 %).
Parmi ces plus-values, figurent notamment celles réalisées par les Sem sur les ventes d'immeubles qui ne constituent pas des logements sociaux dès lors qu'elles s'engagent à réinvestir ces sommes dans le logement social dans un délai de 3 ans. Cette disposition a pris fin au 31 décembre 2010.
La Fédération des Epl a demandé sa réintroduction afin de soutenir les investissements des bailleurs sociaux dans le secteur du logement social. Un amendement en ce sens a été proposé dans la loi de finances pour 2012.
De la même façon, en application de l'article 150 U du CGI, certaines plus-values réalisées par les personnes physiques ne sont pas passibles de l'impôt sur le revenu. Parmi ces plus-values, figurent, celles réalisées par les personnes physiques en cas de vente à un organisme de logement social. Cette disposition étant limitée aux cessions réalisées jusqu'au 31 décembre 2011, la Fédération des Epl a proposé de reporter cette date au 31 décembre 2013 afin de favoriser la production de logements sociaux.
La loi de finances pour 2012 n'a pas repris cette demande.

... Réforme de la TVA immobilière

La réforme de la TVA immobilière est profonde et radicale puisqu'elle remet en cause la définition de terrain à bâtir ou la notion d'assujetti.
Afin de clarifier et de sécuriser la situation, la Fédération des Epl a saisi la Direction générale des finances publiques d'une liste de questions précises. Des réponses circonstanciées ont été apportées fin 2011 dans le cadre d'une fiche technique dont les Epl pourront se prévaloir dans leurs relations avec les services déconcentrés de l'administration.

... Regroupement des opérateurs du logement

Des élus locaux ont fait le choix de regrouper autour de la Sem immobilière la gestion et le développement de l'habitat social sur leur territoire.
La Fédération des Epl accompagne ces initiatives à la fois sur la question de la reprise par la Sem du personnel public de l'OPH, mais aussi sur la reprise par une Sem d'une SA d'HLM.
En octobre 2011, elle a rencontré le directeur de cabinet de **Benoist Apparu** pour lui exposer de nouveau sa demande visant à aider au bon déroulement de ces opérations de regroupement.

… les réseaux et partenariats

… Pouvoirs publics

Pour être en mesure de faire entendre le mieux possible la voix de ses adhérents, la Fédération des Epl a rencontré en 2011 au moins une fois des membres des cabinets de l'ensemble des ministères dont le champ de compétences concerne les Epl : collectivités locales, Outre-mer, transports, équipement, logement, économie et finances, développement durable, aménagement du territoire, PME et tourisme, affaires européennes.

… Elus et collectivités locales

En 2011, la Fédération des Epl a développé des partenariats avec les associations des maires et fonctionnaires territoriaux en participant aux événements et journées d'études organisés par l'AMGVF (Association des maires de grands villes de France), l'ADCF (Assemblée des communautés de France) et l'APVF (Association des petites villes de France).

Ces partenariats territoriaux ont été relayés au niveau local, notamment auprès des associations départementales des maires avec lesquelles 9 réunions de présentation de la gamme Epl ont été organisées.

…la communication

… Commission communication

La Commission communication présidée par **Nicolas Lefebvre**, directeur général de la Société d'Exploitation de la Tour Eiffel, s'est réunie à 4 reprises pour piloter la stratégie de communication du mouvement Epl comme ses déclinaisons opérationnelles.

Ses travaux ont principalement porté sur la lisibilité du dispositif d'information et de communication de la Fédération. Les résultats de l'enquête lancée en septembre auprès de ses adhérents ont donné lieu à un plan d'actions qui sera mis en œuvre en 2012.

Parmi les autres sujets évoqués : la mutualisation des pratiques et des savoir-faire entre Epl à travers la relance du Club communication ; l'appropriation du label « Servir le public » par les Epl ; le report en 2013 (27 mai au 2 juin) de la 2e Semaine des Epl, initialement prévue en 2012.

… Congrès des Epl

Temps fort du mouvement des Epl, le congrès s'est tenu à Tours les 19 et 20 octobre 2011. Chaque année, la Fédération associe adhérents et partenaires à l'élaboration du programme tant au niveau régional que national (5 réunions du comité de pilotage interrégional Auvergne Centre Limousin, présidé par **Arlette Bosch**, adjointe au maire de Tours et présidente de la Semivit, et 2 du comité national).

Le thème « Anticiper, innover et mutualiser au service de l'action publique locale » a rassemblé 1 327 congressistes et a permis de démontrer la capacité de la gamme Epl à relever les défis qu'impose la nouvelle donne territoriale par le biais de l'innovation et l'union de leurs forces.

Des thèmes transversaux et fédérateurs pour les séances plénières et des thèmes stratégiques, prospectifs et techniques pour les 11 conférences, 4 clubs et 6 réunions, complétés de 4 visites professionnelles.

Un congrès à l'alchimie réussie marqué par des thèmes en adéquation avec les attentes des différents publics, une présence équilibrée de personnalités du mouvement des Epl et de grands décideurs extérieurs, la mobilisation des

élus de la région d'accueil, sans oublier la convivialité.
Le Salon du développement local a accueilli 60 exposants et a proposé 5 conférences destinées aux congressistes et aux visiteurs.
Pour la première fois la Fédération a mis à disposition de ses adhérents « Le carré de l'innovation », un espace valorisant les actions innovantes des Epl.
Le congrès est l'occasion de resserrer les liens avec les partenaires des Epl. Des conventions de partenariat ont été signées avec l'AFD, l'Ipsec, la Caisse d'Epargne et GrDF.

… Trophées des Epl

Les Trophées des Epl visent à mettre en valeur des initiatives significatives de la performance économique, sociale ou environnementale des Epl au service des collectivités locales. Ils récompensent l'innovation au service du développement durable apportée par les Epl à un territoire dans le cadre de l'intérêt général, à travers trois catégories : habitat et développement urbain, développement des territoires, services au public.
Trois sociétés ont été lauréates des Trophées 2011 :
→ la **Siemp** pour l'aménagement du quartier Fréquel Fontarabie dans le 20e arrondissement de Paris.
→ la **Semitag** pour la mise en place d'une tarification solidaire dans les transports grenoblois.
→ la **Sem Volcans** pour le développement du Vulcania et la dynamique économique générée par le parc en Auvergne.
Une mention a été également été attribuée à la **Sagemor** qui a su développer la solidarité entre les ports et optimiser la gestion des places de bateau.
Le comité de présélection, qui s'est réuni à Paris le 15 juin 2011, a nominé 9 sociétés qui ont présenté leur action devant un jury présidé par **Guy Geoffroy**, député maire de Combs la Ville et président des EcoMaires.
Pour la première fois, les actions menées par les 9 sociétés nominées ont été relayées par un livret de présentation du concours.

… Internet

→ Face à d'importants dysfonctionnements du service d'hébergement de ses espaces web rencontrés en juillet, la Fédération a changé d'hébergeur pour ses sites et de prestataire pour la gestion de ses noms de domaine.

→ **Quelques chiffres**
- **543 055 visites** tous espaces confondus (45 % du trafic généré par l'annuaire et surtout les offres d'emploi : 494 diffusées).
- **2 322 abonnés** au portail adhérents (660 Epl). Baisse de fréquentation de cet espace : des actions seront mises en œuvre en 2012 suite à l'enquête de communication menée par la Fédération en septembre.
- **43 newsletters** ont été diffusées aux adhérents dont une spéciale congrès et 2 spéciales lobbying.
- **157 articles** consacrés à l'actualité des Epl et réalisés par des journalistes de l'agence Naja Presse ont été publiés. Ils ont été relayés par **17 newsletters** diffusées à **13 575** utilisateurs abonnés.
- Enfin **14 newsletters** ont été adressées aux abonnés de la mailing intéressés par l'actualité du mouvement des Epl.

… Relations presse

491 articles de presse ont été générés en 2011. Parmi les sujets porteurs : l'actualité juridique des Epl et de leur Fédération (88 articles), le congrès des Epl (54 articles), les Trophées des Epl (42 articles), la nomination de Jean-Léonce Dupont à la présidence de la Fédération (20 articles) et la signature de partenariats (18 articles).
A noter également :
- 69 articles émanant du site servirlepublic.fr, dédié à l'actualité des Epl, ont été repris par la presse.
- 51 articles générés par les fédérations régionales.
- 3 cahiers spéciaux entièrement consacrés aux Epl sont parus dans Le Moniteur des TP, La Gazette des communes et Le Courrier des maires, 3 titres du Groupe Moniteur.

...le service aux adhérents

... Editions

En matière d'éditions, la Fédération des Epl a produit ou coproduit en 2011 :
→ L'ouvrage « Les Entreprises publiques locales », rédigé par Me **Jean-François Bizet** (DS Avocats) et paru dans la collection Lamy Axe Droit, qu'elle a coédité.
→ Le guide pratique « Ecoquartiers, 12 engagements en faveur de l'aménagement durable » réalisé en partenariat avec GrDF.
→ Le guide juridique « Filiales de Sem, mode d'emploi », réalisé sous l'égide du Club des partenaires.
→ 5 cahiers fiscaux spécifiques aux Epl.

... Autocontrôle et analyse financière

Le dispositif d'autocontrôle concerne toutes les Sem immobilières intervenant dans le domaine du logement social, soit 153 sociétés. Il s'inscrit dans le cadre de la convention passée avec la CGLLS, la Fédération devant assurer un rôle préventif pour traiter en temps utile les situations de difficultés.
Les données des analyses participent à l'établissement d'une plaquette annuelle au titre de l'observatoire des Sem immobilières.
En outre, dans le cadre du dispositif de suivi de l'aménagement (DIS), l'ensemble des Sem à double activité fait progressivement l'objet d'une double analyse (16 Sem concernées). Les activités aménagement de ces sociétés sont centralisées et permettent à la Fédération des Epl d'établir des cumuls et moyennes annuelles.

... Epl assistance juridique

La mission Epl assistance est une mission permanente de conseil juridique aux adhérents. 410 questions ont été traitées par les acteurs d'Epl assistance. 84 % l'ont été en moins de 48 heures.

... Epl management et ingénierie des territoires

Epl management accompagne les Epl par des techniques et pratiques innovantes du plus haut niveau développées avec HEC :
→ Epl cycle long, destiné chaque année à 25 dirigeants d'Epl ou aux cadres dirigeants appelés à le devenir.
La remise des diplômes à la promotion 2011/2012 a eu lieu le 12 janvier 2012 sous le parrainage de **Pierre Sallenave**, directeur général de l'Anru, **Quentin Bériot**, directeur général de l'Ipsec et **Christian Monnier**, directeur à Socotec.
→ Epl corpo, qui réunit chaque année durant 2 jours et demi les anciennes promotions du cycle long.

Le **comité ingénierie des territoires** est présidée par **Frédérique Bonnard-Le Floc'h**, présidente de BMA et vice-présidente de la Communauté urbaine de Brest Métropole Océane.

Véritable laboratoire d'idées de la Fédération, il s'est réuni le 28 juin et le 29 novembre autour de thématiques comme la conduite du changement, l'ingénierie managériale des Epl ou les équipements sportifs nouveaux éléments structurants des territoires.

Le **bilan global** proposé par la Fédération des Epl constitue un véritable bilan territorial à la carte. Outil de mesure, de prospective et d'aide à la décision, il permet aux dirigeants de mesurer l'impact économique réel de l'activité de l'Epl et les aide à définir une véritable stratégie.
3 nouvelles Epl y ont participé en 2011.

Enfin, la Fédération a poursuivi le rapprochement engagé en 2010 avec les **universités et grandes écoles** pour mieux faire connaître l'univers des Epl aux étudiants.
En 2011, la Fédération des Epl a signé deux nouveaux accords de partenariat avec Polytech Tours et IAE Paris.

… Accompagner les Epl dans leurs DSP

Dans les domaines de l'environnement, des déplacements, du tourisme ou des services, l'attribution ou le renouvellement d'une délégation de service public sont des échéances cruciales pour les Epl et tout particulièrement pour les Sem.
La Fédération a poursuivi la démarche engagée depuis 2009 pour proposer en octobre dernier une offre d'accompagnement qui sera déclinée en 2012.

… Appui aux projets

En janvier 2010, la Fédération des Epl a créé un département collectivités locales en charge des relations avec les élus, de l'appui au projet et de l'action territoriale.
En décembre 2011, le service d'appui aux projets accompagne 150 projets de création d'Epl.

… A l'écoute des adhérents

En 2011, plus de 240 adhérents ont fait l'objet de visites personnalisées par la Fédération des Epl qui entend ainsi doper les relations de proximité lui permettant d'être à la fois à l'écoute et proactive.

L'action régionale et ultramarine…

…l'animation

En 2011, les fédérations régionales d'Epl se sont fixées pour objectif de poursuivre leur mission de développement de relais de proximité auprès des collectivités locales et des acteurs économiques et sociaux locaux.

… Conseil des fédérations régionales

Présidé par **Vincent Fuster**, également président de la Fédération des Epl Bourgogne Franche-Comté et de la SEDD, le Conseil des fédérations régionales s'est réuni en mai à Paris et en octobre lors du Congrès national de Tours.

… Fédérations régionales

Les fédérations régionales ont tenu :
→ 15 assises stratégiques régionales qui ont rassemblé 200 participants.
→ 40 réunions statutaires couplées à des réunions d'information.sur des problématiques transversales aux Epl.
→ 7 commissions techniques (immobilier, Daf).
→ 73 rendez-vous avec des présidents et dirigeants d'Epl.
→ 42 rendez-vous avec des représentants des partenaires et acteurs économiques sociaux régionaux.

A leur actif également :
→ 2 réunions d'échanges avec les Chambres régionales des comptes.
→ Le lancement d'un fonds d'innovation abondé par EDF en Paca.

… Outre-mer

En 2011, la **Commission Outre-mer** s'est réuni à 4 reprises, animée par Alain Armand, président de la Fédération régionale des Epl Océan Indien et p-dg de la Sodiac (Réunion).
Depuis fin 2011, elle est co-présidée par **Alain Armand**, **Josette Borel-Lincertin**, 1re vice-présidente de la Guadeloupe et présidente de la Semag, et **Pierre Bretegnier**, président de la Commission permanente du Congrès de Nouvelle Calédonie et la Sem Promo Sud.

La Commission a principalement orienté ses travaux sur la préparation de la Conférence des Epl d'Outre-mer et la journée spécifique du congrès, ainsi que sur les actions de lobbying.

→ 11e Conférence des Epl d'Outre-mer en Guadeloupe
Elle a réuni du 4 au 6 juin 160 élus, dirigeants d'Epl ultramarines, ainsi que leurs partenaires. Séances de travail et visites professionnelles se sont alternées autour du thème « L'action publique pour le développement des territoires ultramarins ».
A l'issue des travaux, une motion a été adoptée et adressée à **Marie-Luce Penchard**, ministre chargée de l'Outre-mer, ainsi qu'aux parlementaires ultramarins.

→ Journée pré-congrès à Tours
La journée pré-congrès du 18 octobre à Tours a rassemblé 140 élus et dirigeants des Epl d'Outre-mer, ainsi que leurs partenaires, permettant de débattre sur des sujets d'actualité et d'échanger avec des représentants du ministère de l'Outre-mer.

…le lobbying

En régions

En 2011, les fédérations régionales ont contribué à promouvoir les Epl auprès de 1 468 représentants de collectivités locales et acteurs économiques et sociaux.

→ 6 événements organisés à leur initiative à destination des élus et fonctionnaires territoriaux ont rassemblé 558 participants (dont respectivement 119 et 199 représentants de collectivités et d'acteurs économiques et sociaux), contribuant à valoriser les actions engagées par les Epl au profit des territoires.
→ Les fédérations régionales ont été associées à 5 manifestations organisées par des acteurs

locaux. Elles ont rassemblé 300 participants dont 123 représentants de collectivités locales.
→ 9 rencontres de présentation de la gamme Epl auprès d'associations départementales de maires ont permis de sensibiliser 590 élus et fonctionnaires des collectivités territoriales aux opportunités offertes par les différentes formes d'Epl.
→ Les fédérations régionales ont développé des relations personnalisées avec certaines collectivités à travers notamment 22 rendez-vous avec des élus ou DGS et 4 réunions de présentation des Epl rassemblant les élus d'une même collectivité.

… Ceser

Les fédérations régionales ont engagé depuis 2010 une action concertée de sensibilisation des Ceser qui s'est traduite notamment par 7 auditions en session plénière ou en commission thématique et par 4 rendez-vous avec des présidents de Ceser.
Cette action s'accompagnera en 2012 d'une série de rendez-vous des présidents de Fédérations régionales avec les préfets de Région, en charge de désigner par arrêté les membres de ces instances. Des contacts ont également été pris au niveau national avec l'Association des préfets de France.

… Réforme de la fiscalité de l'immobilier en IDF

Après la parution du décret relatif au contrat de développement territorial en juin 2011 et du décret d'approbation du schéma d'ensemble du réseau de transport public en août 2011, le projet du Grand Paris est entré dans sa phase opérationnelle.
En 2011, présidents et directeurs des Epl franciliennes ont réagi après le vote de la loi de finances rectificative 2010 prévoyant une augmentation substantielle de la fiscalité de l'immobilier d'entreprise en Ile-de-France, en vue du financement de la Société du Grand Paris.
La Fédération régionale des Epl Ile-de-France a rencontré le 20 mai 2011 **Gilles Carrez**, rapporteur général de la Commission des finances à l'Assemblée nationale, pour lui faire part de propositions d'amélioration.
Le Parlement a adopté le 6 juillet 2011, dans le cadre du collectif budgétaire, un amendement visant à étaler sur trois ans, voire dans certains cas cinq ans, l'augmentation des tarifs de la redevance pour création de bureaux.
En 2012, la Fédération des Epl Ile-de-France poursuivra son travail d'interpellation des pouvoirs publics.

En Outre-mer

… Production du logement social par le mécanisme de la défiscalisation

La Fédération des Epl a obtenu début 2011 une simplification de la procédure d'agrément en défiscalisation pour les opérations de construction de logements sociaux
Elle souhaite que l'État mette en place un plan de soutien exceptionnel sur 5 ans, complémentaire au financement par la défiscalisation, notamment par une augmentation substantielle des aides de l'État aux Organismes du logement social (OLS) comme à la personne, avec pour objectif de réduire l'écart entre la production et la demande à un ratio acceptable.
L'Etat n'a pas retenu le principe d'un plan de soutien exceptionnel dans une période de maîtrise budgétaire, le ministère de l'Outre-mer concentrant ses efforts pour que la défiscalisation du logement social échappe au « coup de rabot » sur les niches fiscales dans le projet de loi de finances pour 2012.

… Logement intermédiaire et en accession à la propriété

La Fédération participe à un groupe de travail ministériel consacré à l'accession à la propriété qui s'est réuni pour la première fois en novembre 2011.

…la communication

… Poursuivre et intensifier l'effort de l'Anru

Le PNRU 1 s'achève, une mission d'évaluation est en cours et la Fédération a été auditionnée en septembre.
Elle souhaite que le volet Outre-mer du PNRU 2 concerne beaucoup plus que les 13 quartiers ultramarins en difficultés du PNRU 1 et ne se limite pas aux Dom en s'appliquant notamment en Nouvelle-Calédonie.

… Transports publics : soutenir les politiques locales

La Fédération a réaffirmé son souhait que l'Etat soutienne « les politiques locales de transports publics au travers des mécanismes financiers adéquats (défiscalisation, subvention, …) dans un objectif de développement durable et de mieux vivre ».
La ministre de l'Outre-mer souhaite que les territoires adoptent une politique locale de transports publics organisée et s'est déclarée favorable à ce qu'une seule collectivité ait la compétence adéquate.

… Extension de la loi du 28 mai 2010 pour le développement des Spl en Nouvelle Calédonie

La Fédération des Epl a engagé la sensibilisation des ministères concernés (Intérieur et Outre-mer) ainsi que des parlementaires du territoire, afin qu'il soit possible de créer des Sociétés publiques locales en Nouvelle Calédonie.

… Newsletters régionales

27 newsletters ont été diffusées par 10 fédérations régionales.
Leur nombre d'abonnés, toutes régions confondues, s'élève à 3 915 contre 1 705 à fin 2010 dont 49 % originaires de collectivités locales.

… Relations presse

Les relations presse se sont centrées sur des événements organisés par les fédérations, ou sur l'élection de nouveaux présidents.

L'action européenne et internationale

…l'animation

… Commission Europe et relations internationales

La Commission Europe et relations internationales est présidée par **Mireille Flam**, conseillère de Paris et présidente de la Sogaris. Elle s'est réunie le 15 mars pour établir un bilan des actions 2010 et fixer les priorités 2011. Une seconde réunion, le 14 décembre, a accueilli **François Rosenfeld**, conseiller de **Jean Leonetti**, ministre des Affaires européennes, pour débattre du projet de directive sur les concessions attendu pour le 20 décembre.

… CEEP

Le Centre européen des entreprises à participation publique (CEEP) constitue la principale organisation au sein de laquelle la Fédération inscrit son action au plan communautaire. **Mireille Flam** préside le CEEP France.
Les réunions du CEEP :
→ 16 février : Commission entreprises publiques locales à Bruxelles
→ 10 mai : Commission entreprises publiques locales à Bruxelles
→ 16 et 17 juin : Congrès du CEEP à Budapest
→ 4 novembre : 14e Conférence européenne des Epl à Bruxelles, marquée par l'adoption d'une motion intitulée « Local is beautiful ».

… A l'international

→ Maroc : La Fédération a participé les 23 et 24 mai, à Rabat, à un séminaire sur les sociétés de développement local.
Comme en 2010, elle a accueilli une délégation marocaine à l'occasion du Congrès des Epl.
→ Pologne : participation le 16 juin, à Varsovie, à une conférence franco-polonaise des Epl dans le domaine des déchets.

…le lobbying et la veille

… Paquet Almunia : nouvelles règles européennes de financement des services publics

Dans le cadre de la consultation lancée par la Commission européenne sur la révision des règles d'aides d'Etat applicables aux compensations financières pour mission de service public, la Fédération des Epl a mis en place une action de lobbying en plusieurs temps :
→ à Bruxelles, rencontre de travail en amont avec la DG Concurrence par l'intermédiaire du CEEP, sensibilisation des eurodéputés concernés au sein de l'intergroupe service public, échanges directs avec le cabinet du Commissaire Almunia pour proposer des amendements.
→ à Paris, participation aux réunions de travail organisées par le SGAE et audition par la Commission des affaires européennes du Sénat, le 8 novembre.

… Directive européenne sur les concessions

La Fédération des Epl a sensibilisé les principaux députés européens qui seront amenés à travailler sur ce texte lors de son passage au Parlement. Des projets d'amendements été rédigés au sein de la Commission entreprises locales du CEEP.
La Fédération des Epl participe également à la concertation des principaux acteurs français concernés organisée par le Secrétariat général aux affaires européennes (SGAE).
Le 4 octobre, un petit déjeuner franco-allemand a été organisé au Parlement européen.

… Marchés publics

La Fédération des Epl avait participé à la consultation préalable autour de 114 questions d'un livre vert particulièrement dense qu'avait publié la Commission au printemps dernier et en dialoguant directement avec les services de la DG Markt sur le développement de formes de coopération public-public en France.

Le 5 avril, un séminaire de travail sur le *in house* s'est tenu à Bruxelles avec les services de la DG Markt de la Commission européenne.

… Groupe villes et holdings municipales

La Fédération des Epl a réalisé une étude comparative des modes de gouvernance des Epl des villes européennes qu'elle a présentée le 20 octobre, lors de la conférence « Métropolisation, mode d'emploi : les stratégies et les outils de gouvernance innovants eu Europe », dans le cadre Congrès des Epl de Tours.

…la communication

… Discerno CSR

Le label européen Discerno CSR créé par le CEEP en 2008 avec un cofinancement de l'Union européenne a été relancé en 2011, grâce à une participation des principales fédérations européennes d'Epl, dont la FedEpl.

… Les Epl étrangères

En 2011, la Fédération a poursuivi la publication sur www.servirlepublic.fr d'articles sur les Epl étrangères. Tous ces articles intègrent une version anglaise.

Annexes…

Adhésions

En 2011, la Fédération a enregistré 73 nouvelles adhésions dont 41 pré-adhésions.
Il s'agit de :

06
Spl Villefranchoise (Villefranche-sur-Mer)

07
Sempar (Privas)

13
Soleam (Marseille)
Commune de Martigues : projet Spl animation loisirs

14
Sem Saphyn (Caen)

21
Commune d'Is sur Tille : projet Spl aménagement

22
Saint-Brieuc Agglomération : projet Spl aménagement et développement économique

27
Commune du Neubourg : projet Spl gestion équipements de loisirs

29
Eau du Ponant (Brest)

31
Oppidea (Toulouse)
Spla du Grand Toulouse
Commune de Bagnères de Luchon : projet de Spl thermalisme

34
Territoire 34 (Montpellier)
SAAM (Montpellier)
Somimon (Montpellier)
Commune de Balaruc-les-Bains : projet Spl thermalisme
Sictom Pezenas-Agde : projet Sem traitement des déchets

35
Territoires Publics (Rennes)
Commune de Châteaubourg : projet de Spl aménagement

37
Syndicat intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire : projet Sem énergie renouvelable

38
Sata (L'Alpe d'Huez)
Commune d'Allevard : projet Spla gestion remontées mécaniques

40
Spl Domolandes (Mont-de-Marsan)

42
Commune de Firminy : projet Spl énergies renouvelables

43
Commune du Puy-en-Velay : projet Spl aménagement

44
Société publique régionale des Pays de la Loire (Nantes)

46
Lot Aide à Domicile (Cahors)

47
Sempam (Marmande)

49
Sopraf (Fontevraud)
Sem Anjou Développement économique (Angers)
Spla de l'Anjou (Angers)
Spl 2A (Angers)
Communauté de communes de la région de Chemillé : projet de Sem énergie renouvelable

51
Commune d'Epernay : projet de Sem aménagement et développement économique
Sté Windvision (CC Argonne ardennaise) : projet de création Sem énergie renouvelable

56
Communauté de communes du Pays de Questembert : projet de Sem énergie renouvelable

57
UEM (Metz)
Somergie (Metz)
Communauté de communes du Pays de Bitche : projet de Sem gestion équipements culturels
Commune de Sarrebourg : projet de Spl gestion équipement culturel

58
Association présidents des Syndicat d'eau de la Nièvre : projet Spl eau
Communauté de communes du Sud Nivernais : projet Spl gestion équipement de loisirs

59
Communauté urbaine Lille Métropole : projet Spl aménagement et développement économique

60
ADTO (Beauvais)

62
Commune de Calais : projet Spl renouvellement urbain

63
Commune de Saint-Amant Roche Savine : projet Spl gestion équipements touristiques
Communauté de communes de la Vallée d'Ance : projet de Sem remontées mécaniques

64
Communauté d'agglomération de Pau : projet Spl culture et loisirs

67
Communauté urbaine de Strasbourg : projet Spl Aménagement et développement économique

68
Sacca (Colmar)
Communauté de communes de la Vallée de Munster : projet exploitation équipement agro-touristique
Communauté de communes de la région de Guebwiller : projet de Spl collecte déchets

72
Spl Antonnière Service Plus (La Milesse)

73
Sivom des Saisies : projet Sem tourisme

75
Paris Batignolles Aménagement
Soreqa (Paris)

76
Crea Aménagement (Rouen)
Communauté de communes du canton de Criquetot : projet de Spl gestion équipement de loisirs

77
Sem de Montévrain

79
Communauté d'agglomération de Niort : projet de Spl gestion des déchets

83
TPM Aménagement (Toulon)
Commune de La Crau : projet Spl renouvellement urbain
Conseil général du Var : projet Spl aménagement et développement économique

85
Régie d'électricité de la Vendée : projet Sem énergie renouvelable

91
Communauté d'agglomération du Val d'Orge : projet Spl aménagement

92
Commune de Courbevoie : projet Spl culture

971
Sem patrimoniale Guadeloupe (Le Gosier)
Commune de Sainte-Anne : projet de Spl fibre optique

972
Communauté d'agglomération du centre de la Martinique : projet Spl gestion équipement de loisirs

974
Saeml Cyclea (Le Port)
Spla Maraina (Saint-Denis de La Réunion)
Commune de Petite Ile : projet Spl gestion réseau d'eau et assainissement
Commune de Saint-Leu : projet de Spl gestion équipement de loisirs

…radiations

Durant l'année, le conseil d'administration a procédé à 34 radiations, parmi lesquelles des disparitions de sociétés et 10 projets abandonnés.
Il s'agit de :

06
Sem Les Portes du Mercantour (Valberg)
Saem Sophia Antopolis Côte d'Azur

07
Communauté de communes du Val d'Ay : projet abandonné

25
La Citadelle (Besançon)

27
Commune du Neubourg : projet Spl, refus de règlement

28
Le Caducée (Coulombs)

31
Setomip (Toulouse)
Sem Constellation (Toulouse)
Seml CAC (Toulouse)

32
Emergence Habitat (Auch)
Communauté de communes Bastides et Vallons du Gers : projet abandonné

35
Communauté de communes du pays de Redon : projet abandonné

38
Sem de la Centrale les Mousses (Saint-Paul de Varces)

47
Communauté de communes de Castillonès : projet abandonné

50
Semiac (Cherbourg)

52
Haute-Marne Aménagement (Chaumont)

56
Communauté de communes du Pays de Questembert : projet abandonné

57
Somergie (Metz)

59
Semen (Marquette lez Lille)

60
Semeiso (Créteil)

64
Sogicoba (Biarritz)

68
Sicce (Colmar)
Communauté de communes de la Vallée de Kaysersberg : projet abandonné

74
Commune de Ville la Grand : projet abandonné

75
Sagi (Paris)

76
Sem de Petit Couronne

83
Commune d'Hyères : projet abandonné

84
Avignon Organisation

88
Sovotom (Dogneville)

91
Semvi (Vigneux-sur-Seine)
Commune de Fontenay sous Bois : projet abandonné

92
Semco (Colombes)
Sl Général Leclerc (Levallois-Perret)
Commune de La Garenne-Colombes : projet Spl abandonné

…Organismes dont la Fédération est membre

Instances nationales

→ Conseil national de l'habitat

→ Commission nationale de la concertation

→ Conseil national de la montagne

→ Caisse de garantie du logement locatif social

→ Certu (Centre d'étude sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques)

→ Codatu (Coopération pour le développement et l'amélioration des transports urbains)

→ Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru)

→ Comité de suivi pour la mise en œuvre du droit au logement

→ Forum de l'habitat privé

Organismes sectoriels ou professionnels

→ Association HQE

→ Association Qualitel

→ Anseme (Association nationale des Sem d'énergie)

→ Arpege (Association du réseau public des entreprises gestionnaires d'eau)

→ Anil (Agence nationale pour l'information et le logement)

→ Agence qualité construction

→ Fonds d'intervention pour le logement social

→ Institut de la gestion déléguée

→ Union du pôle funéraire public

Autres

→ Fondation du crédit coopératif

→ ADPE (Association pour le droit public de l'entreprise)

→ Club ville aménagement

→ Observatoire des risques juridiques des collectivités territoriales

→ Association de promotion des projets urbains

→ Cap'Com

→ Ipsec

→ Ecole de la rénovation urbaine (ERU)

Europe

→ CEEP (Centre européen des entreprises à participation publique)

→ Ciriec

→ Cercle des délégués permanents à Bruxelles